

Elections cantonales

Philippe Leuba, la demi-inconnue pour la stratégie électorale du PLR

Alors que ses deux collègues de droite ont annoncé leurs candidatures, le ministre de l'Economie attend. Suspense relatif

Mathieu Signorelli

Les libéraux-radicaux ont perdu leur titre de «rois du suspense» dans le canton de Vaud. L'an dernier, ils avaient attendu plusieurs mois pour nommer leur champion dans la course au Conseil des Etats: Olivier Français. Mais aujourd'hui les choses sont quasi pliées pour préparer l'élection du Conseil d'Etat dans une année. Pour boulonner ses trois sièges de ministre, le Parti libéral-radical (PLR) devrait renvoyer au combat ses trois titulaires actuels: Pascal Broulis, Jacqueline de Quattro et Philippe Leuba. L'idée est qu'un UDC ou un centriste décroche aussi un siège, ce qui ferait basculer le gouvernement à droite.

Pour devenir officielle, cette stratégie n'attend plus que l'an-



Philippe Leuba n'a pas encore annoncé sa candidature, mais elle est souhaitée par son parti.

nonce de Philippe Leuba, le ministre de l'Economie et du Sport. Il était injoignable pour en discuter hier. La candidature de Pascal Broulis ne fait aucun pli, tandis que Jacqueline de Quattro a con-

firmé la sienne ce week-end. «Nous avons demandé à nos conseillers d'Etat de nous indiquer leur choix d'ici à l'été», explique le président du parti et conseiller national Frédéric Borloz.

Lui-même ne dira pas sa préférence, mais la stratégie du trio convainc largement dans le parti. C'est le cas pour la conseillère nationale Isabelle Moret: «Nous avons un trio moteur qui fonc-

tionne bien, estime-t-elle. Philippe Leuba fait du bon travail et s'implique pour sauver des emplois.» Pour les accompagner en campagne, elle espère un candidat UDC de la tendance de l'ancien conseiller d'Etat Jean-Claude Mermoud. «C'est-à-dire de l'aile agrarienne et centriste, avec qui on peut discuter», ajoute-t-elle.

Un libéral obligatoirement?

Et si Philippe Leuba renonçait à se présenter, qui pourrait le remplacer? Plusieurs noms circulent: Frédéric Borloz, mais aussi Laurent Wehrli (conseiller national et syndic de Montreux) ou Christelle Luisier Brodard (députée et syndique de Payerne).

Reste tout de même une question. Le PLR est issu de la fusion des anciens partis libéral et radical. Frédéric Borloz, Laurent Wehrli et Christelle Luisier sont tous d'anciens radicaux, alors que Philippe Leuba est un ancien libéral. Faudrait-il lui trouver un remplaçant de la même obéissance?

La question n'est plus à l'ordre du jour, selon l'ancien vice-président du Parti radical, devenu chef du groupe PLR au Grand Conseil,

Marc-Olivier Buffat. «Je suis agréablement surpris de la vitesse à laquelle le ciment a pris. Nous sommes un parti unifié. C'est particulièrement visible chez nos nouveaux membres.»

L'ancienne conseillère nationale libérale Suzette Sandoz reste plus circonspecte. «C'est une question d'honnêteté et de bonne foi à l'intérieur du parti que de placer sur une liste des candidats qui représentent différentes origines partisanes», note-t-elle. Elle y voit aussi une question de logique politique, car beaucoup d'électeurs se soucieraient encore des origines politiques des candidats.

La candidature de Philippe Leuba ne fait en tout cas aucun doute parmi ses adversaires politiques. «Il est populaire, car il organise des événements sportifs et inaugure des entreprises», estime un député socialiste. Mais la gauche prépare déjà ses armes contre lui, avec notamment le spectacle «Champions!» l'an dernier. Il a généré un déficit de 1,3 million de francs, pour un budget de 2,3 millions. Cette somme sera épargnée par le Canton et la Ville de Lausanne. Le Grand Conseil en discutera d'ailleurs ce mardi matin.

PUBLICITÉ



Assurance vie

Partenaire de vos projets de vie

Dans le domaine des assurances de rentes et de capitaux, il y a chez Retraites Populaires une véritable équipe proche de vous, qui s'engage pour que vos objectifs les plus chers se réalisent. Vous soutenir et vous conseiller dans vos projets de vie, voilà ce qui nous tient vraiment à cœur.

Contactez-nous pour en savoir plus ou consultez www.retraitespopulaires.ch

 Retraites Populaires

Votre avenir, notre mission.



En fin de semaine dernière, «Léo» et Gaëtan Dübler cheminaient du côté de Bournens. SYLVAIN MULLER

D'Yverdon à Rorschach avec un jeune bœuf bâté

Aventure

Gaëtan Dübler forme un veau de la race Hinterwald pour accompagner des randonneurs

Des bureaux du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) aux chemins de traverse vaudois, la route est hasardeuse. C'est pourtant celle qu'emprunte Gaëtan Dübler. Depuis une dizaine de jours, le jeune homme (37 ans) bat la campagne en compagnie de Léo, un jeune bœuf qu'il forme pour accompagner des randonneurs en quête de nature et d'authenticité.

L'accent de cet enfant de Rue (FR) trahit des études universitaires accomplies à Montréal et à Paris. Titulaire d'un master en journalisme scientifique, il se voyait faire de l'investigation. Mais, après plusieurs années au CNRS, changement radical. «Des deux côtés de ma famille, on a des racines terriennes, j'ai voulu y revenir.»

Il décide alors de proposer des trekkings, non pas avec un âne comme c'est souvent le cas, mais avec un bœuf bâté. Gaëtan Dübler se rend donc chez un bœufier d'Alsace pour y apprendre les bases du métier, puis fait l'acquisition d'un veau de la race Hinterwald. Depuis le début de l'année, l'animal s'en-

traîne à ses côtés. «Aujourd'hui, Léo peut facilement marcher dix heures.» Et sans fers aux pattes. «J'aimerais pouvoir le laisser sabots nus, mais, s'il le faut, je lui ferai chauffer des hippo-sandales», relève le jeune homme, tout en caressant la tête de son compagnon de route.

Doux comme un agneau, le bœuf attire la sympathie des gens qu'ils croisent. Hier, à Curtilles, Léo s'est fait photographier par des enfants et s'est vu proposer un champ pour gambader librement. «Il est vraiment tranquille, alors qu'avant il avait peur des corneilles, du bruit de l'eau dans les grilles et... de son ombre sous les lampadaires», sourit Gaëtan.

Parti des environs d'Yverdon, le duo s'est dirigé vers Le Chalet-à-Gobet, où il a rejoint la «Via Jacobi» (l'itinéraire suisse du chemin de Compostelle). «Nous allons la suivre jusqu'à Rorschach (SG). Sa formation sera alors terminée, et nous pourrons rentrer, si possible avec des clients.» D'ici là, Gaëtan Dübler devrait contacter les autorités. Car, si les dispositions relatives au déplacement d'un bovin seul semblent floues, le vétérinaire cantonal estime qu'il devrait être au courant de ce projet. «Il faudrait que l'on sache où se trouve l'animal», relève Giovanni Peduto. **F.RA.**

Les salariés de Switcher sont fixés sur leur sort

Economie

L'Office des faillites a réuni les employés licenciés

Ambiance morose, hier matin, chez Switcher, propriété de la famille indienne Duraiswamy, au Mont-sur-Lausanne. Quelques jours après la faillite de la marque à la baleine déclarée au Tribunal d'arrondissement de Lausanne, la quarantaine d'employés ont rencontré une délégation de l'Etat (Office des faillites, caisse d'insolvenabilité et caisses de chômage) venue leur expliquer ce que serait la suite du dossier.

«Après deux mois dans l'inconnu, on va enfin pouvoir tourner la page», soupirait un employé. «Quel fiasco!» déplorait l'un de ses collègues. «Ils sont même en train de changer les serrures», relevait un autre employé.

Durant la séance, un serrurier s'attelait en effet à changer les cylindres de la porte d'entrée pour protéger les stocks. Une bonne nouvelle, semble-t-il, puisque les employés, qui n'ont pas été payés depuis avril, devraient bénéficier de la liquidation des actifs de Switcher SA. De son côté, le fonds cantonal en cas d'insolvenabilité prendra en charge un montant qui avoisine les 400 000 francs afin de couvrir ces deux mois.

Selon nos informations, l'Office des faillites a indiqué aux employés qu'ils seraient payés, à hauteur de 70%, d'ici au vendredi 10 juin. Le reste, dans un second temps. «Dans ces situations, les conséquences sont douloureuses pour les budgets des familles, dont certaines risquent la précarité», relève Yves Defferrard, secrétaire régional Unia, qui rappelle que c'est la collectivité publique qui règle la douloureuse. **E.BZ**